



pepsi smash



Qu'est-ce qu'est PepsiSmash?

Le géant mondial des collations et des boissons PepsiCo essaie de briser un groupe de travailleurs qui a eu le courage de former un syndicat dans l'Etat indien du Bengale occidental. En 2013, les travailleurs de trois entrepôts, embauchés exclusivement par PepsiCo pour manipuler des produits Frito-Lay, ont enregistré leur nouveau syndicat auprès des autorités compétentes. Depuis, ils ont été l'objet de harcèlement et d'agressions de la part des hommes de main de la société puis, enfin, 162 des 170 travailleurs employés dans les entrepôts ont été abruptement congédiés.

Récapitulation

En mai 2013, suite aux protestations, la société a accepté que les travailleurs retournent au travail, mais à condition qu'ils renoncent à exercer leurs droits humains. En effet, ils ont dû déclarer qu'ils ne rejoindront plus jamais un syndicat, on leur a fait à signer de fausses déclarations en leur faisant croire qu'elles sont juridiquement contraignantes, puis on les a obligé à détruire leurs cartes d'affiliés et à la piétiner en entrant dans les entrepôts. On a dit à ceux qui ont refusé qu'ils ne pourront plus jamais travailler et qu'ils seraient mis à l'index par tous les employeurs locaux.

Tenir bon

Malgré toutes les menaces, le harcèlement et les difficultés, **28 parmi les travailleurs injustement licenciés se sont élevés contre ces** graves violations de leurs droits fondamentaux. Le Comité d'action des travailleurs de PepsiCo Frito-Lay et l'UITA, exigent d'une seule voix la réintégration des travailleurs et le paiement intégral de leur salaire depuis la date du licenciement, ainsi que la garantie de pouvoir exercer leur droit à constituer un syndicat ou à y adhérer sans crainte de représailles. PepsiCo rejette ces revendications.



" Dans mon village, plus personne ne trouve un emploi chez Pepsi. Ils ont tous été mis à l'index. "Avec un enfant qui sera bientôt en âge scolaire, la situation de **Rajit Debnath**, le chef du Comité d'action, et de sa famille est délicate. Faute de pouvoir payer son traitement, après avoir perdu son emploi, la mère de Rajit, qui souffrait d'une maladie rénale depuis l'année passée, est décédée.



Depuis qu'il a été mis à pied en raison de son militantisme syndical, **Aktar Ali**, membre du Comité d'action, travaille occasionnellement dans la construction. "Quand j'ai obtenu cet emploi, j'étais sûr de pouvoir envoyer mes enfants à l'école et de pouvoir leur donner une bonne éducation. Maintenant, je sais qu'au moindre pépin à la maison, je serai obligé de retirer de l'école au moins l'un d'entre eux ".



Gautam Sardar est soutien d'une famille de 7 membres, mais n'a pas d'emploi régulier depuis qu'il a été renvoyé de l'entrepôt. Son père doit subir une opération ophtalmologique et **Gautam** s'est lourdement endetté auprès de l'usurier du village. Pourtant, il tient bon: «ils doivent nous rendre nos emplois et nous laisser retourner à l'entrepôt, non seulement en tant que travailleurs, mais également en tant que membres du syndicat."



La rémunération globale de **Indra Nooyi**, PDG de PepsiCo, a atteint 18,6 millions de dollars en 2013, un bond de 7% par rapport à l'année précédente. Un ouvrier à bas revenus qui travaille dans les entrepôts de PepsiCo du Bengale occidental, en Inde, devrait travailler 14,055 ans pour gagner un an de salaire de sa PDG, à condition qu'il renonce à ses droits humains et qu'il réussisse à garder son poste.



"Fun-for-you", ça vous amuse?

Frito-Lay est l'une des marques de PepsiCo qui vend des produits "Fun-for-you" (amusant), "Good-for-you" (sain) et "Better-for-you" (meilleur). **Pour les membres du Comité d'action, travailler dans les entrepôts de Frito-Lay n'a été ni bon, ni amusant.** Leur sort aurait peut-être "meilleur" s'ils n'avaient pas tenté d'exercer leurs droits: les défendre ne leur a valu que difficultés, mise à l'index et endettement.



Droits de l'homme sur le lieu de travail

En 2012, PepsiCo a formé un "Conseil opérationnel des droits de l'homme" afin, selon la société, de "veiller au respect des normes internationales énoncées dans les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme" au sein de la société. Que fait le Comité pour remédier à ces **violations flagrantes?**

Les Principes directeurs se fondent sur les instruments internationaux des droits de l'homme, et notamment les conventions de l'OIT et de l'Organisation des Nations Unies, qui garantissent aux travailleurs le droit de former des syndicats et de négocier leurs conditions d'emploi. **PepsiCo a également une "politique de droits de l'homme sur le lieu de travail"**, qui affirme : "liberté d'association signifie que les collaborateurs ont le droit de se réunir, de communiquer et de s'affilier à des associations de leur choix".

La politique passe sous silence le droit des travailleurs à constituer des syndicats ou à y adhérer, ainsi que l'obligation de la direction de reconnaître ces syndicats et de négocier de bonne foi avec eux. PepsiCo est au courant de ce qui se passe dans ses entrepôts: les abus ont été portés à l'attention de la direction, tant en Inde qu'au siège de l'entreprise. **PepsiCo refuse d'intervenir pour faire respecter les droits des travailleurs.**



Que pouvez-vous faire?

- visiter la page www.pepsismash.org afin d'envoyer un message à PepsiCo;
- écrire à la représentation de PepsiCo de votre ville afin de lui exprimer votre préoccupation en raison des violations des droits fondamentaux commises par la société;
- nous rejoindre sur Facebook: **Pepsico-Workers-Rights**
- nous contacter pour savoir ce que vous pouvez faire pour aider: iuf@iuf.org

Les travailleurs de l'entrepôt de PepsiCo Frito-Lay ont besoin de votre soutien!

Les syndicats indiens ont organisé des actions de solidarité dans tout le pays, et la campagne se poursuivra jusqu'à ce que tous les travailleurs **réintègrent** leur poste de travail et **reçoivent leur salaire complet**, ainsi que des garanties solides qu'ils pourront **constituer un syndicat ou y adhérer** sans crainte des représailles.